Année XXXV - N° 922 - PREMIER MAI 1935

GENEVE

# LE RÉVEIL anarchiste

O peuple de travailleurs ! peuple déshérité, vexé, proscrit ! peuple qu'on emprisonne, qu'on juge et qu'on tue ! peuple bafoué, peuple flétri ! ne cesseras-tu de prêter l'oreille à ces orateurs de mysticisme qui, au lieu de solliciter ton initiative, te parlent sans cesse du ciel et de l'Etat, promettant le salut tantôt par la religion, tantôt par le gouvernement, et dont la parole véhémente et sonore te captive ?

P.-J. PROUDHON.

REDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue des Savoises, 6
GENÈVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX
Le Réveil, No I. 4662. Genève

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2,50

**GRANDE SALLE DU GRUTLI**

**CHANTEPOULET, 21**

**Mercredi 1er mai** à 20 h. 30

**Soirée du 1er Mai**

organisée par le Groupe anarchiste
« Le Réveil »

AU PROGRAMME :

**Allocution du Premier Mai, par L. Bertoni**

**Un curé qui tourne bien**
Pièce sociale en un acte

**L'excellent orchestre Balalaïka.**
**Le chansonnier DORÈS, dans son répertoire social.**

De 23 heures à 1 heure du matin

**BAL**

conduit par un réputé orchestre de danse de six musiciens.

**Entrée: 60 cent.**

## RÉSULTATS CORPORATIFS

M. Eugène Fabre a pris le soin de confirmer dans une réunion fasciste ce que nous avions dit dans *Le Réveil*, à savoir que la corporation était préconisée pour arriver au fascisme. Aussi croyons-nous utile de grouper les résultats obtenus par l'Etat corporatif italien, le plus admiré et vanté par nos ennemis. Nous regrettons ne pouvoir donner la liste des impôts et des taxes fiscales frappant les Italiens, et conseillons aux antifascistes mieux documentés que nous ne pouvons l'être de la dresser.

Disons d'abord que les corporations fascistes comprennent 4.698.019 employés et 1.530.716 employeurs. La carte de syndiqué est perçue directement par le gouvernement comme tout autre impôt. Ces 6.228.723 organisés ne peuvent mettre en discussion aucune proposition d'une certaine importance qui ne soit au préalable agréée par Mussolini. Bien entendu le haut patronat impose facilement l'examen de tout ce qui est dans son intérêt, mais il n'y a pas encore eu l'exemple d'une seule proposition ouvrière. Elle devrait, d'ailleurs, être faite à travers toute une hiérarchie de fonctionnaires, nommés toujours par Mussolini. C'est la « liberté syndicale », rêvée par le *Courrier de Genève*.

Mais quels sont les résultats ainsi obtenus ?

Tout d'abord les statistiques officielles annoncent toujours environ un million de chômeurs, et il n'est certes pas facile d'être reconnu comme tel. Mais nous avons la conviction que leur nombre doit être au moins doublé, et celui qui aurait le temps d'éplucher toute la presse corporative n'aurait pas de peine à le prouver. Quoi qu'il en soit, le chômage n'est proportionnellement pas inférieur aux pays sans corporation. MM. Lescaze et Berra sont priés de nous dire d'une façon un peu claire comment leur corporation ferait disparaître le fléau.

Pour ce qui est des salaires, le B.I.T. avait établi il y a déjà trois ou quatre ans que l'Italie comptait parmi les pays où ils sont les plus bas. Au salaire anglais de 100 correspondait celui italien de 43 et ce dernier depuis lors n'a fait que dégringoler, sans que les exportations aient cessé de baisser aussi. *Giustizia e Libertà* a publié des bordereaux de paie de moins de 100 lires par quinzaine et la lire ne vaut plus que 25 centimes, pour un travail de nuit de huit heures ! Le coût de la vie n'en reste pas moins cher. Le pain de mauvaise qualité coûte 1.50, les pâtes ordinaires 1.90 à 2.50, la farine 1.40 à 1.50, le sucre 7.50, le café 22 lires le kilo. Avec des salaires atteignant rarement 10 lires diminués par divers impôts et cotisations retenus directement par les patrons, ouvriers et paysans sont réduits à la sous-alimentation, sinon à la famine.

Le *Bollettino Italiano di Statistica* publiait dernièrement que de janvier 1934 à janvier 1935 la vente au détail de denrées alimentaires a diminué à Milan de 12%. Et Milan a toujours été l'une des villes les plus prospères d'Italie. Que se passe-il donc ailleurs ?

Maintenant veut-on savoir ce qu'il en est de l'industrie de la soie parmi les plus importantes avant la guerre ?

Voici ce qu'avoue un journal fasciste :

*Rappelons que d'une production d'avant-guerre de 50 millions de kilos de cocons nous sommes descendus à 29 millions à peine. Or, si avant la guerre le kilo était payé 3 lires, l'année dernière il l'a été seulement 2 lires d'une monnaie de valeur trois fois et demi moindre. Les exportations de soie qui dans les bonnes années ont fourni jusqu'au 25% de l'actif de notre balance commerciale, en 1934 représentent à peine le 3,5%.*

Il nous sera objecté : Effets de la crise que tout cela ! Fort bien, mais alors cessez d'annoncer le salut de l'économie par la corporation.

—o—

Résumons d'après un article de *Giustizia e Libertà*, le bilan d'un syndicat de la province de Venise :

| | | |
|---|---|---|
| *Recettes :* | | |
| 30% des contributions syndicales | L. | 135.000 |
| 18.000 cartes d'hommes | | 180.000 |
| 22.000 cartes de femmes | | 132.000 |
| Total des recettes | | 447.000 |
| *Dépenses :* | | |
| Loyer, éclairage et chauffage | L. | 11.250 |
| Traitements des employés | | 243.750 |
| Poste, télégraphe, téléphone | | 15.500 |
| Automobile, huile, benzine | | 18.000 |
| Indemnités de déplacement | | 17.000 |
| Chancellerie, imprimés et propagande | | 13.000 |
| Organisation syndicale en province | | 85.000 |
| Assistance | | 5.000 |
| Frais divers | | 13.000 |
| Total des dépenses | L. | 420.500 |

Il s'agit d'un bilan préventif laissant un boni de L. 26.500. En réalité, les dépenses étant faites sans contrôle, différents frais se trouvent doublés et même triplés et pratiquement le bilan est presque toujours déficitaire.

Voici quelques explications sur les recettes. Tout ouvrier paie le 0.33% sur son salaire. L'Union provinciale ne touche que le 30% de cette somme, le 70% est réparti entre différentes institutions ( 15% au Ministère des corporations, 13% à la Confédération centrale, 10% à l'Oeuvre nationale Balilla, etc.).

La perception des cartes se fait ainsi : les organisateurs réunissent les membres des comités des syndicats, leur font signer un ordre du jour concernant le paiement des

**Grande Salle du Faubourg**

**Mercredi Premier Mai**
**à 9 h. 30 matin**

**Grande Réunion syndicaliste**

Le camarade

**LUCIEN TRONCHET**

*président de la F. O. B. B.*

parlera sur

**Le délabrement du capitalisme et la reconstruction syndicaliste**

*Tous les ouvriers du bois et du bâtiment, ainsi que les travailleurs des autres industries, sont invités à participer à cette réunion.*

## LES ANARCHISTES AUX TRAVAILLEURS

Les maîtres du monde en ont menti ! La guerre pour la démocratie n'a été que la guerre pour l'absolutisme fasciste.

Paix et désarmement sont déclarés impossibles. Les hypocrites criminels qui déclament contre les quelques grèves de la lutte de classes dépensent des milliards en armements, en guerres coloniales, prélude à la conflagration mondiale.

Le régime bourgeois avoue ne pouvoir assurer aux peuples ni la paix, ni le travail, ni les libertés fruit des révolutions du passé. A la place du « droit des peuples » donné comme but à la guerre mondiale, il n'est plus question que du privilège, du « pouvoir des hiérarchies ».

Les sinistres canailles qui ont menti à des millions de morts ne peuvent que continuer à trahir les vivants.

La « paix sociale » de la corporation clérico-fasciste n'est qu'une paix de Versailles déclarant les travailleurs seuls responsables de tout conflit et les désarmant des droits d'association et de coalition pour accroître les forces policières et militaires des exploiteurs. Au surplus nos soi-disant nationalistes prennent leur mot d'ordre à Rome, à Berlin ou au Vatican, alors que fascisme et nazisme déclarent ouvertement vouloir démembrer la Suisse.

Nous ne pouvons vaincre tous nos ennemis que par la conscience, la volonté et l'action de chacun venant se fondre dans un grand effort solidaire de tous.

Assez du régime cellulaire de la nationalité et de barrières toujours plus hautes entre les peuples ; que les divisions fratricides disparaissent avec les Etats qui les entretiennent.

Assez de monopoles et d'usurpations qui conduisent par la fermeture des usines et la suppression des cultures à l'abandon et à la destruction même de richesses, cependant que des millions d'hommes sont privés ainsi du droit au travail et à une existence aisée.

Assez d'une religion et d'une morale d'esclavagistes déniant la liberté de conscience, d'examen, de propagande et d'expérimentation et voulant ramener le monde au plus sombre passé inquisitorial.

Par l'élimination d'un pouvoir d'asservissement, de destruction et de mort ; par l'expropriation au profit de tous des biens fruit du travail de tous ; par l'entr'aide mondiale réalisons la paix, le bien-être et la liberté !

Vive la révolution sociale ! Vive l'anarchie !

*Fédération anarchiste romande.*

CAUCHEMAR DE MAI DES PENDEURS

cartes, avec lequel l'employeur est invité à en retenir le coût. L'ordre du jour est exposé à la porte de la fabrique et chacun se hâte de demander la carte, car, faute de l'avoir, il est impossible de trouver du travail.

Ainsi se fait le recrutement spontané des syndiqués ! Les mutilés de guerre seulement reçoivent la carte gratuitement.

Le Bureau de placement ne figure pas dans le bilan ci-dessus ; il est à la charge du Ministère des corporations, qui naturellement en prélève les frais sur sa part des contributions syndicales. Pratiquement, il ne sert à rien, et, presque toujours les ouvriers y sont éconduits.

Ainsi les fameuses Corpoations ne représentent qu'un parasitisme fort cher : Ministère des corporations, Confédération centrale, Fédérations nationales, Unions provinciales, Bureaux de placement. Tous les fonctionnaires sont nommés par le gouvernement ou doivent en recevoir l'agrément. Cela, sans doute, pour soustraire l'organisation professionnelle à la politique, c'est du moins ce que prétendent les Berra, Lescaze et Géo !

Aux travailleurs de voir le danger et de s'y opposer à temps.

# Clément Duval

Clément Duval est mort le 29 mars dernier à l'âge de 85 ans. Il était né le 11 mars 1850. Avec lui disparaît le dernier survivant, si nous ne faisons erreur, d'une période particulièrement héroïque de l'anarchisme français. Républicain sous l'Empire, alors que la République était belle, il fit la guerre de 1870, au cours de laquelle il fut grièvement blessé. Rendu à la vie civile, il dut lutter contre la misère noire et ne voulant pas mendier, il se vit obligé de voler, ce qui lui valut une première condamnation à une année de réclusion. Libéré, bientôt il se trouva de nouveau acculé au vol. Un policier nommé Rossignol, ayant cherché à l'arrêter, il se défendit avec rage et une force peu commune, blessant celui qu'il considérait avec raison comme un agresseur. Il réussit à lui faire lâcher prise, mais entre temps d'autres policiers survinrent, qui purent le maîtriser et l'emprisonner. Devant la Cour d'Assises, il revendiqua fièrement la responsabilité de ses actes et fut condamné à mort. Sa peine commuée en celle des travaux forcés à perpétuité, le 24 avril 1889, il partait sur l'*Orne* pour la Guyane. Après quatorze ans de la vie infernale de forçat, il réussit à s'évader en 1903 et à débarquer aux Etats-Unis, où à travers mille difficultés et dangers, il continua à vivre de son travail assidu, tant que la maladie et l'âge ne l'empêchèrent point. La solidarité et l'hospitalité des camarades italiens vinrent ensuite à son aide.

Sur les conseils et l'insistance du camarade Galleani, Duval écrivit ses Mémoires, qui ont paru en un gros volume en italien. Nous ignorons si le manuscrit français a été conservé, mais sa publication constituerait une fort intéressante contribution à la lutte menée depuis quelque temps en France pour la suppression des bagnes.

Il est certes fort beau de voir l'individu seul s'insurger contre tout un monde et nous ne saurions que l'approuver, mais il serait à souhaiter — et Kropotkine en cela avait certainement raison — que l'acte individuel fût toujours en rapport étroit avec une revendication ou une vengeance collective, ce qui en multiplierait la valeur. Combien d'infamies n'avons-nous vu commettre surtout depuis la guerre, sans qu'aucun coup ait été porté aux plus grands profiteurs et responsables. Nous pensons ici surtout aux généraux décimant leurs propres troupes pour l'exemple, aux marchands de canons et de gaz asphyxiants et aux payeurs de bandes fascistes.

### Une pensée de Machiavel.

*Une ligne omise dans la première citation de Machiavel, faite dans notre article « Coriolan » du dernier numéro, la rend incompréhensible. Nous la reproduisons en entier :*

Je dis que ceux qui blâment les dissensions continuelles des grands et du peuple me paraissent désapprouver les causes mêmes qui conservèrent la liberté de Rome, et *qu'ils prêtent plus d'attention aux cris et* aux rumeurs que ces dissensions faisaient naître, qu'aux effets salutaires qu'elles produisaient. Ils ne veulent pas remarquer qu'il existe dans chaque gouvernement deux sources d'opposition, les intérêts du peuple et ceux des grands; que toutes les lois que l'on fait au profit de la liberté naissent de leur désunion, comme le prouve tout ce qui s'est passé à Rome. (L. I, chap. IV.

# Boycottons La Suisse

## journal fasciste

# Sous le régime socialiste

Après Genève, voici que Bâle devient le second canton suisse à gouvernement socialiste. D'autres élections à travers le pays ont révélé une forte avance socialiste. A Genève, les prochaines élections apporteront probablement de nouvelles municipalités socialistes. Telle est la situation.

## La grande illusion

est celle de faire croire que la réalisation du socialisme est possible dans le système capitaliste.

C'est cette grande illusion des victoires électorales qui, en Italie et en Allemagne a été funeste aux classes ouvrières de ces pays.

Il est du devoir de tous les militants prévoyants, de dissiper les illusions électorales et de démasquer les illusionistes.

Une telle besogne de prévoyance n'a pas été faite suffisamment à Genève, puisque après dix-huit mois de l'arrivée des socialistes au pouvoir, nous constatons au sein même de la classe ouvrière, des marques de déceptions et même de découragement.

## Pourquoi des désillusions

Nous, qui au milieu de la fièvre électorale de fin 1933, avons gardé notre sang-froid et fait nos réserves, nous sommes aujourd'hui les moins acerbes contre les hommes du gouvernement socialiste actuel.

Il est tout particulièrement pénible de constater aujourd'hui, que ce sont ceux qui étaient les plus férus des élus socialistes, qui, maintenant, leur jettent des pierres avec la pire violence, et avec ce même fanatisme. Graine de fascisme que tout cela ; car nous savons que les rangs fascistes ont été formes surtout avec des désillusionnés.

## Le fascisme pour tous

C'est ce que nous risquons. Deux facteurs principaux forment la puissance du fascisme : l'apport actif des désillusionnés des politiciens socialistes ; la démoralisation des classes ouvrières qui voient leurs chefs ne rien tenter pour instaurer un socialisme de fait. Le fascisme, ce n'est pas seulement la bottée au derrière des politiciens socialistes incapables ou corrompus, c'est surtout la destruction organique et idéologique de tout le mouvement d'émancipation de l'humanité. Le fascisme, c'est la suppression des organisations syndicales ; la suppression des libertés d'association, de presse, d'opinion ; la suppression de tout mouvement d'opposition au régime, culturel, d'avant-garde, de libre-pensée ; c'est dire, donc, l'extermination des anarchistes, qu'ils soient révolutionnaires, éducationnistes ou « en-dehors ».

Et parce que les anarchistes se sentent menacés par les fautes des politiciens, ils s'arrogent le droit de discuter des actes de ces hommes de gouvernement se réclamant de la classe ouvrière.

## Assez de cache-cache

Le peuple a le sens des réalités et le sentiment des responsabilités souvent mieux aiguisé que les gouvernants. Lorsque le peuple rue quelque peu, c'est qu'il sait être victime d'une injustice, ou qu'on l'a trompé.

Aujourd'hui, si nous sentons une désaffection de la classe ouvrière à l'égard de ses élus, c'est qu'elle comprend d'avoir été illusionnée et trompée ; elle ne pardonne pas, que l'on ait profité de sa confiance pour lui apporter de fallacieuses promesses.

Il faut donc rétablir la cohésion morale entre les travailleurs, en leur exposant la situation réelle, et au surplus en prouvant par des actes, que l'on tente d'empiéter sur les privilèges de la bourgeoisie.

Que l'on sache bien, chez les dirigeants du parti socialiste, qui s'éloigne de plus en plus des ouvriers de la base : les travailleurs comprendront que des réalisations peuvent être impossibles à un moment donné, et alors ils décupleront leurs efforts pour atteindre le but ; mais ils n'accepteront jamais d'être maintenus dans l'ignorance, ou que leurs dirigeants jouent avec eux, comme le chat avec la souris.

## Les impossibilités actuelles

Nous l'avons dit, il ne peut y avoir que des politiciens incapables ou ignorants pour oser prétendre que dans la société actuelle, le socialisme est réalisable.

Seule une transformation sociale, brisant les cadres de la société actuelle, apporterait une structure d'organisation toute nouvelle, donnerait la solution au problème.

C'est uniquement vers ce but que doivent tendre les efforts de tous ceux qui luttent pour une véritable émancipation.

Nous n'avons pas la naïveté de croire que c'est un gouvernement socialiste qui peut faire la révolution, mais les ouvriers socialistes n'ont pas moins cru, sur la foi de leurs représentants, qu'ils réaliseraient le socialisme.

## La poussée vers la collectivisation

De toutes parts, et en particulier dans les pays non fascistes, on constate des efforts, disparates il est vrai, mais multiples, vers la collectivisation des moyens de production et de la propriété.

Dès lors, est-il trop demander à des élus socialistes, qui n'ont pu réaliser leur promesse téméraire de construire le socialisme, de tout au moins appuyer la poussée vers la collectivisation ?

Et pour prendre des faits concrets, les dirigeants socialistes de Genève ne peuvent-ils pas comprendre qu'ils doivent faire cesser certaines routines administratives qui renforcent la réaction patronale et fasciste.

Comprendront-ils que les ouvriers, qui admettent certaines impossibilités de réalisation socialiste, n'admettent pas qu'un gouvernement socialiste baisse les salaires des fonctionnaires sans entendre leur organisation syndicale; brime et interdise des magasins de coopérative pour favoriser des mercantis privés ; soutienne des caisses de syndicats jaunes contre les syndicats libres ; fournisse aux patrons de la main-d'œuvre spéciale et leur livre la liste des chômeurs; accorde les travaux de l'Etat à des entreprises privées, au détriment de la régie directe ou des entreprises collectives, etc., etc.

## Il faut réagir

Les fautes du gouvernement socialiste risquent, nous l'avons déjà dit, d'anéantir le mouvement ouvrier.

Les militants, qui au sein du Parti socialiste n'osent ou ne peuvent s'exprimer, ne doivent pas se laisser aller au découragement. Il faut réagir, avant qu'il ne soit trop tard.

Les ouvriers doivent exiger :

que l'action contre le fascisme ne soit pas entravée ;

que les syndicats soient écoutés ;

que les coopératives de production et de consommation soient favorisées;

que l'Etat n'accorde aucun privilège au patronat.

Une fois de plus, nous le répétons, le peuple se battra toujours pour la conquête et la réalisation d'une idée ; mais il abandonnera et même frappera les donneurs d'illusions.

Il faut que les expériences fascistes servent à la classe ouvrière. L. T.

# Démolissons. Et après ?

A propos de mon compte rendu paru dans le numéro 9 de *Pensiero e Volontà*, du livre de Galleani, « La fin de l'anarchisme », le camarade Benigno Bianchi m'écrit :

« Je crois que tu ne m'en voudras pas de t'écrire pour attirer ton attention sur l'une de tes phrases qui pourrait provoquer un regrettable malentendu. Je fais allusion au deuxième alinéa des paroles de Galleani reproduites dans ton article.

« Dans le dit alinéa, Galleani parle de la nécessité de débarrasser à nos descendants le terrain des préjugés, des privilèges, des églises, des prisons, des casernes, des maisons de prostitution, etc. Pour cela, il faut détruire et non construire.

« Tu réponds candidement qu'il *serait ridicule et mortel si on le faisait vraiment, de vouloir détruire tous les fours malsains, tous les moulins anti-économiques, toutes les cultures arriérées, en laissant à la postérité le soin de rechercher et d'appliquer des méthodes meilleures pour cultiver le blé, pour faire la farine et cuire le pain.*

« Mon bon Errico, cuire le pain, d'une façon ou d'une autre, est indispensable, comme il est nécessaire de cultiver le blé et de le moudre, et vouloir détruire ces moyens et d'autres semblables serait, encore plus que ridicule, une véritable folie!

« Ces choses donc se renouvelleront, se transformeront, se perfectionneront; mais tu ne voudrais pourtant pas rénover et perfectionner les prisons, les églises, les casernes, les maisons de prostitution et pas même les monopoles et les privilèges dont parlait Galleani.

« Il me semble que la comparaison est inadmissible et qu'ainsi tombe tout le canevas de l'article critique en question.

« Le sérieux de la revue et l'autorité de ta parole supportent mal de tels tiraillements polémiques. »

—o—

Naturellement les remarques du camarade Bianchi ne me déplaisent point. Au contraire, je le remercie de m'avoir fourni l'occasion de revenir sur une question que je considère d'une importance vitale pour le développement et la réussite de notre mouvement.

Laissons de côté Galleani. Si je l'ai mal interprété, il pourra le dire mieux que tout autre et je suis toujours prêt à faire amende honorable. Discutons l'argument en soi.

L'exemple du pain cité par moi paraît à Bianchi un tiraillement polémique: il me semble par contre bien adapté. J'ai l'habitude (qu'elle soit un mérite ou un défaut) de chercher toujours des exemples élémentaires, simples, je dirais presque ordinaires, parce qu'ils écartent tous les artifices réthoriques et montrent à nu le fond de la question.

Les moyens pour faire le pain sont indispensables, donc, dit Bianchi, penser à leur destruction au lieu de leur perfectionnement serait folie. Mais le pain n'est pas la seule chose indispensable; je dis même qu'il serait très difficile de trouver dans les institutions actuelles, même parmi les pires, — prisons, maisons de prostitution, casernes, privilèges, monopoles, — une qui ne réponde directement ou indirectement à un besoin social et qu'il soit possible de détruire réellement et de façon durable, sans lui substituer quelque chose qui satisfasse mieux le besoin qui l'a engendré.

Ne me demandez pas, disait un camarade, par quoi nous remplacerons le choléra: c'est un mal et le mal doit être détruit et non remplacé. C'est vrai, mais malheureusement le choléra dure et revient, si l'on ne substitue des conditions hygiéniques meilleures à celles qui permettent à l'épidémie de naître et de se propager.

Le pain est une chose nécessaire, nous sommes d'accord. Mais la question du pain est plus complexe que ne peut la considérer celui qui vit dans un petit centre agricole et produit lui-même peut-être le blé nécessaire à sa famille. Fournir le pain à tous est un problème qui embrasse l'organisation sociale tout entière: le mode de posséder et de travailler la terre, les moyens d'échange, les transports, l'importation du blé là où la production est insuffisante, la distribution entre les différents centres habités et puis à chacun des consommateurs; c'est dire qu'elle implique la solution à donner aux questions de la propriété, de la valeur, de la monnaie, du commerce, etc. Aujourd'hui la production et la distribution du pain se fait de façon à exploiter et humilier les travailleurs, les consommateurs sont volés, et toute une armée de parasites prospère aux dépens des producteurs et des consommateurs. Nous voulons par contre que le pain soit produit et distribué pour le plus grand bien de tous, sans gaspillage de forces et de matériel, sans oppression de personne, sans parasitisme, avec justice et bonté; et devons chercher le moyen de réaliser notre aspiration ou le plus possible de notre aspiration à un moment donné. La postérité fera sans doute mieux que nous; mais nous devons faire comme nous savons et pouvons — et le faire tout de suite, le jour même de la crise, car, si par l'interruption du service des chemins de fer, ou par les manœuvres des patrons meuniers ou boulangers, ou par la dissimulation de stocks, les grands centres viennent à manquer de pain (et d'autres articles de première nécessité), la révolution serait perdue et la réaction triompherait sous forme de restauration ou de dictature.

Détruisons les monopoles, d'accord. Mais les monopoles, s'il ne s'agit pas de boutons de chemise ou du rouge pour les lèvres de certaines demoiselles, les grands monopoles (eau, électricité, charbon, transports terrestres et maritimes, etc.) répondent toujours à un service public nécessaire; et si au moment même où les monopolistes sont congédiés, le service n'était pas continué et si possible même mieux que par eux, ces monopoles ne seraient pas détruits ou l'on en verrait le retour.

Il faut abolir les prisons, ces lieux sombres de souffrance et de corruption, où tandis que les détenus peinent, les gardiens deviennent durs de cœur et pires que les prisonniers, d'accord. Mais lorsqu'on découvre un satyre qui viole et torture de petits corps de pauvres fillettes, il faut pourtant pourvoir à l'empêcher de nuire, afin qu'il n'y ait pas de nouvelles victimes et que la foule ne finisse par le lyncher. La postérité y songera! Non, nous devons y songer aujourd'hui, ces faits se produisant aujourd'hui. Pour l'avenir, espérons que les progrès de la science et le changement du milieu social rendront impossibles ces monstruosités.

Détruire les maisons de prostitution, cette turpitude et cette honte, honte plus grande certes pour ceux qui sont dehors que pour les malheureuses qui se trouvent dedans. Mais la maison de prostitution se reformera tout de suite, publique ou clandestine, tant qu'il y aura des femmes qui n'ont pas un travail et une vie convenables. Nécessité donc d'une organisation du travail faisant place à tout le monde et d'une organisation de la consommation permettant à chacun de satisfaire ses besoins.

Abolir le gendarme, cet homme qui protège avec la force tous les privilèges, symbole vivant de l'Etat: plus que d'accord. Mais pour pouvoir l'abolir définitivement et ne plus le voir réapparaître sous un autre nom et un autre uniforme, il faut savoir vivre sans lui, soit sans violences, sans usurpations, sans injustices, sans privilèges.

Supprimer l'ignorance, d'accord. Mais évidemment il faut d'abord instruire et éduquer, et créer des conditions sociales, avant

même l'instruction et l'éducation, permettant de profiter de celles-ci.

« Laisser aux descendants une terre sans privilèges, sans églises, sans tribunaux, sans maisons de prostitution, sans casernes, sans ignorance, sans peurs ridicules. » Oui, voilà notre rêve et c'est pour le réaliser que nous combattons. Mais cela signifie leur léguer une nouvelle organisation sociale, de nouvelles et meilleures conditions morales et matérielles. On ne peut nettoyer le terrain et le laisser dénudé si des hommes doivent vivre dessus; on ne peut détruire le mal sans lui substituer le bien, ou du moins un mal moindre.

Rien n'est à imposer aux descendants. Nous espérons, je le répète, qu'ils feront mieux que nous; mais nous devons faire aujourd'hui ce que nous savons et pouvons, pour notre vie, et pour léguer aux descendants quelque chose de plus que de beaux mots et de vagues aspirations.

—o—

Voilà un état d'esprit qui, malgré toute une propagande contraire, persiste toujours chez plusieurs camarades et qu'il est urgent, selon moi, de changer.

La conviction, qui est aussi la mienne, de la nécessité d'une révolution, venant éliminer les forces matérielles qui défendent le privilège et empêchent tout réel progrès social, cette conviction a fait que nombreux sont ceux qui donnent à l'acte insurrectionnel une importance exclusive, sans songer à tout ce qu'il faut faire, afin qu'une insurrection ne soit pas un fait de violence stérile, à laquelle viendrait répondre ensuite un autre fait de violence réactionnaire. Pour ces camarades, toutes les questions pratiques, les questions d'organisation, le moyen d'assurer le pain quotidien, sont des questions oiseuses; ce sont des choses, disent-ils, qui se résoudront d'elles-mêmes, ou seront résolues par nos descendants.

Je me souviens de 1920, lorsque j'étais chargé de la direction d'*Umanità Nova*. C'était l'époque où les socialistes cherchaient à empêcher la révolution, y réussissant malheureusement, sous prétexte qu'au cas d'un mouvement insurrectionnel les communications avec l'étranger seraient interrompues et que nous serions tous morts de faim faute de blé: d'aucuns disaient même que la révolution ne pouvait se faire, l'Italie ne produisant pas de caoutchouc ! Préoccupé de la question essentielle de l'alimentation et convaincu que le manque de blé ne pouvait être compensé en utilisant toutes les terres disponibles pour la culture de plants et semis alimentaires à croissance rapide, je priai notre camarade le Dr Giovanni Rossi, agronome expert, d'écrire une série d'articles avec des notions pratiques d'agriculture, destinées précisément au but que nous avions en vue. Rossi le fit obligeamment. C'était évidemment très utile; mais il s'agissait d'une chose pratique et qui pour cela ne plaisait pas à tout le monde. Il y eut un camarade fâché par le refus d'insertion de je ne sais si d'une poésie ou d'un conte, et qui me dit brusquement: « Je sais, tu préfères qu'*Umanità Nova* s'occupe de charrues, de petits pois, de haricots, de choux et d'autres niaiseries semblables ! »

Et un autre camarade qui, à ce moment-là, posait au super-anarchiste, tirait inconsciemment la conséquence logique d'un tel état d'esprit. Mis au pied du mur, dans une discussion comme celle que je viens de faire, il me répondit: « Ce sont des choses qui ne me concernent pas. C'est aux dirigeants à pourvoir le pain et le reste. »

C'est bien là la conclusion: Ou nous songeons tous, les travailleurs songent eux-mêmes à la réorganisation sociale et tout de suite, au fur et à mesure que l'ancien régime est détruit, et nous aurons une société plus humaine, plus juste, plus ouverte aux progrès futurs; ou les « dirigeants » y songeront et nous aurons un nouveau gouvernement, qui fera ce qu'ont toujours fait les gouvernements: faire payer à la masse les services insuffisants et mauvais qu'il rend, en lui ôtant la liberté et la laissant exploiter par des parasites et des privilégiés de toutes espèces. Errico MALATESTA.

## Excellente décision.

*Le Grand Conseil tessinois, approuvant une motion conservatrice, a abrogé la disposition fixant le premier mai comme jour férié pour les écoles et le personnel de l'Etat.*

Fort bien, le Premier mai, doit témoigner d'un acte de volonté de ceux qui y participent ; ce n'est plus le cas en devenant fête officielle. Le parti libéral tessinois s'est scindé en deux fractions et c'est celle fasciste qui a eu le plus de mandats aux élections. C'est ce qui explique la décision ci-dessus, et si elle vient mettre fin à une équivoque, tant mieux.

Les libéraux qui pendant de longues années ont dénoncé avec raison, d'ailleurs, le *pateracchio* (pacte brouillon) entre socialistes et cléricaux n'étaient donc que pressés d'en conclure un même pour leur compte.

Genève — Imprimerie, 23, rue des Bains

# A propos de stérilisation

Le battage continue autour de cette affaire. Toute la presse bourgeoise s'indigne et chez nous, *Le Travail*, se borne à reproduire platement des communiqués qui ne déshonoreraient aucun journal bourgeois. L'organe socialiste considère-t-il donc comme totalement inutile l'éducation des esprits ?

Constatons que ceux qui mènent tout ce tapage contre nos camarades ne font pas partie du peuple et sont justement de cette catégorie de citoyens qui n'ont que très peu, ou même pas du tout d'enfants. Ils crient et font semblant de s'indigner de cette atteinte « criminelle » à l'intégrité corporelle, qui serait en même temps un véritable complot contre l'Etat, puisque on cherche ainsi à le priver de futurs citoyens. Si le système était poussé à l'extrême, ce serait la fin du genre humain (qu'ils disent !).

Pourquoi tous ces vertueux indignés ne reprochent-ils jamais aux curés, aux vieilles filles et autres chastes personnes tous les enfants qu'ils se sont refusés à donner ?

Mais il y a plus grave : les bourgeois veulent que l'on fasse des enfants (pas eux, bien sûr, les cuitres). Leurs entrailles frémissent d'horreur à l'idée d'une opération bénigne qui rendra un individu stérile et leurs consciences de citoyens fulminent, prévoyant les plus funestes conséquences pour l'avenir du pays. Pourtant, ces mêmes esprits chatouilleux ne voient aucun inconvénient à ce qu'un alcoolique ou un syphilitique procréent, chargeant la société de fous, d'idiots, d'individus inaptes à toute vie sociale. Ça leur est bien égal aussi que de vieux barbons se fassent greffer des glandes de singe (et cette sacro-sainte intégrité corporelle alors ?) retrouvant ainsi une sénile fertilité. Pourvu que l'on fasse des petits, beaucoup de petits, qu'importe la qualité ! Sur le tas, il y en aura toujours assez qui seront capables de servir de chair à canon ou à exploiter.

Combien le point de vue anarchiste est plus franc, plus propre, et plus humain aussi. Nous nous refusons à recouvrir à tort et à travers le globe de nos rejetons. Nous voulons d'abord être certains de jouir d'une santé et d'un minimum de bien-être matériel qui nous assureront que les êtres que nous procréerons seront sains d'esprit et de corps et ne crèveront pas de misère. Nous savons d'autre part que la surpopulation conduit à la colonisation, à la guerre, à la main-d'oeuvre bon marché, et trouvons plus logique et plus vertueux (n'en déplaise à tous nos bien-pensants horrifiés) d'éviter par un moyen ou par un autre, de contribuer à augmenter exagérément la population. Nous trouvons la grève des ventres, partielle ou totale, infiniment plus civilisée que les « glorieux » carnages qui servent à éliminer l'excédent des hommes.

Les moyens d'éviter une désastreuse surpopulation ? Il y a d'abord les moyens anticonceptionnels, qui ne sont malheureusement pas toujours inoffensifs pour la santé physique et mentale des individus, et qui sont loin de présenter toutes les garanties de sécurité voulue. Il y a l'avortement, considéré comme criminel actuellement sur la presque totalité de notre boule terrestre, ce qui le rend difficile à réaliser et transforme ainsi souvent une opération bénigne en une intervention dangereuse. En outre, il faut recommencer toutes les fois qu'intervient une nouvelle grossesse, et si cela se répète souvent, c'est très peu recommandable pour la santé de la femme.

Reste la stérilisation. Celle-ci peut être faite de différentes façons, dont une est éminemment nuisible et a de graves conséquences sur l'individu tout entier. Ce n'est pas cette méthode-là qu'ont choisie nos camarades. L'on peut, chez l'homme, par une intervention très simple, empêcher l'évacuation des spermatozoïdes. Cela ne comporte, pour le patient, aucune suite physique ou mentale, sauf qu'il devient stérile. Et encore, suivant le procédé employé, cette stérilité n'est que temporaire et dure autant que le veut l'opéré. C'est cette dernière méthode que nos camarades ont appliquée, à ce qu'il semble.

Cette opération, dénommée « vasectomie » (nom qui nous paraît assez mal convenir au nouveau procédé qu'ont employé nos camarades) est peut-être l'un des moyens les moins désagréables que nous ayons à disposition si nous ne voulons pas procréer.

Certes, il ne viendrait à l'idée de personne, et à un anarchiste moins qu'à tout autre, de nier qu'il serait infiniment plus agréable de laisser faire la nature. Mais, hélas ! les conditions de notre planète ne nous permettent pas ce doux laisser-aller. Et, obligés que nous sommes de choisir entre une pullulation catastrophique ou une très légère atteinte à notre « intégrité corporelle », beaucoup d'entre nous préfèrent cette dernière, conscients qu'ils sont de leurs responsabilités.

Tout ceci est bien entendu absolument individuel, chacun est libre de résoudre la question comme il l'entend. Il est donc faux de parler de prosélytisme anarchiste dans cette affaire. Il n'y a pas de propagande, et encore moins de « racolage », comme certains journaux l'ont prétendu. Il y a simplement des camarades qui, ayant scientifiquement approfondi cette grave question, se sont mis au courant d'une méthode parfaitement inoffensive. Considérant que chacun a le droit de disposer de son corps, ils ont mis cette méthode au service de ceux qu'elle intéresserait.

Il n'y a pas là de quoi fouetter un chat, et l'on se demande si la presse française n'a pas promu tout ceci au rang d'affaire à sensation uniquement pour détourner l'attention du public, d'affaires autrement graves, qui se mijotent en ce moment dans les ténébreux couloirs de la politique et parmi les marchands de canons. *Louise.*

# A propos de la crise

*D'aucuns voudraient nous laisser croire que la crise est chose nouvelle et se plaisent à rappeler un « bon vieux temps » imaginaire ; c'est pourquoi nous empruntons à* L'Egalitaire, *organe communiste-anarchiste, paraissant à Genève en 1885, il y a donc cinquante ans, l'article suivant :*

Dans tous les cantons de la Confédération sévit une crise aiguë, prolongée. Le paysan n'arrive plus à payer le fermage et les intérêts de ses dettes ; l'ouvrier, occupé 2 ou 3 jours de la semaine, travaille à un salaire ridiculement bas. Nos horlogers ne gagnent plus la somme suffisante pour vivre mal et se reproduire. Par contre, ils ont le loisir de danser devant le buffet vide.

Les uns espèrent des temps meilleurs — ceux-là croient sans doute au paradis, dans un autre monde ; — les autres menacent de tout faire sauter, se répandent en plaintes anodines ou violentes, mais de nul effet.

Ils ne connaissent pas les causes réelles de leurs misères et ne font rien pour les connaître. Leur ignorance en matière économique n'a d'égale que la somme de préjugés dont les gouvernements les ont imprégnés. Mais qu'ils se débarrassent de leur fausse manière de penser, qu'au lieu de blaguer les socialistes, ils se mettent à étudier les moyens qu'ils préconisent, alors ils sauront que ce sont les institutions qui font le malaise social.

En attendant, en avant fanfares et drapeaux variés ! Que ceux qui ont encore quelques sous viennent justifier le proverbe : « Boire comme un Suisse ». Nos gouvernants offrent, — à nos frais — une fête de soulographie qui sert en même temps de réclame électorale. En avant les discours ronflants, la liberté helvétique, les traditions d'indépendance ! Ironie ! mensonge ! C'est à ce paysan qui vit de privations, pour nourrir le propriétaire et l'usurier, que vous parlez d'indépendance ! Mais sa demeure est sordide, son lit mauvais, sa table immonde, son linge lourd et dur ! Il est abruti par l'ignorance ; il a une nourriture écoeurante, une vie âpre, étroite, exploitée par les maîtres !

C'est à l'ouvrier que vous parlez de liberté ! Mais il n'a rien. Il gagne à peine de quoi ne pas mourir de faim ; il n'a pas la sécurité du lendemain ; il est à la merci du patron qui lui réduit chaque jour son salaire, qui lui serre le joug chaque jour plus durement. C'est son esclave, sa chose, c'est en crevant à son service qu'il se déprime moralement et physiquement !

Et allez-y gaiement, gouvernants, exploiteurs, vous ne risquez rien ; vos tireurs ne savent viser qu'à la cible et le toast à la « petite balle » ne viendra pas troubler les exploiteurs patriotes de la Confédération !

Risquez donc sans peur vos discours ronflants, la révolution n'est point encore à vos portes.

Quant à ceux qui, de retour de la fête, rentreront dans leurs taudis, la tête lourde et la bourse vide, qu'ils rejoindront, le lendemain, leurs compagnons de travail et de misère, se demanderont-ils en présence des luttes journalières pour l'existence, où sont cette liberté et cette égalité dont on leur a berné les oreilles sur tous les tons. Si oui, ils comprendront qu'en Suisse, comme partout ailleurs, ils sont à la merci, eux, le peuple qui produit tout et qui n'a rien, — à la merci d'une poignée d'exploiteurs cyniques, d'empoche-tout qui leur réduisent chaque jour le salaire si péniblement gagné ; que la liberté ne sert qu'aux gouvernants et aux possédants, qu'elles n'est bonne que pour ceux-ci, qu'elle n'est qu'à leur usage.

Le jour où le peuple suisse, débarrassé des préjugés dans lequel on l'entretient, comprendra le problème social dans toute sa grandeur et sa simplicité, ce jour-là le Tir fédéral s'ouvrira grandiosement : les carabines partiront toutes seules et ni les cibles ni les prix ne manqueront.

C'est à ce tir-là, compagnons, aux balles émancipatrices que je porte un toast.

**La grandeur du crime est la seule différence qu'il y ait entre un conquérant et un brigand.** ***Marat.***

# Syndicats et socialisation

Le hasard nous a fait retrouver un ordre du jour d'il y a quinze ans de l'Internationale syndicale d'Amsterdam, sur la socialisation des moyens de production. Le voici :

*Le congrès exprime l'opinion que de la situation économique créée par la guerre découle l'impuissance du capitalisme à réorganiser la production de façon à assurer le bien-être des masses populaires.*

*Reconnaissant le grand travail accompli pour tous les travailleurs en général et pour les syndiqués en particulier, par l'action syndicale, le congrès déclare :*

*Qu'il est indispensable que les efforts et l'action du prolétariat de tous les pays soient dirigés vers la socialisation des moyens de production, socialisation dont les syndicats sont la condition préalable et la base de réalisation.*

*Dans ce but, le congrès chargera le Bureau syndical international de recueillir, et de tenir constamment à jour, tous les documents de nature à faire connaître les résultats obtenus par la socialisation des moyens de production de telles ou telles industries dans les pays où cette expérience a été réalisée, afin de les communiquer aux centrales nationales adhérentes.*

*Le congrès rappelle à tous que même les moyens de production socialisés, c'est surtout par une production normale, scientifiquement et progressivement développée que le bien-être général et individuel peut s'obtenir et être garanti à tous et partout. Il considère que cette garantie permettra seule de rendre possible et efficace la socialisation.*

Glissons sur le fait que par socialisation les fonctionnaires syndicaux n'entendent certainement qu'*étatisation*. Toutefois l'impuissance du capitalisme est nettement proclamée et alors pourquoi avoir resserré l'action ouvrière dans le cadre capitaliste, raillant et injuriant ceux qui proposaient de le briser ? Bien entendu, l'effervescence des premières années d'après guerre calmée, il n'a plus été question de cet ordre du jour, et les bureaux syndicaux n'ont pas dû réunir grand'chose en fait de documents sur la socialisation. Quant aux syndicats, à ceux de la base, ils se sont occupés de tout, mais en fait d'efforts et d'action dirigés vers la socialisation, il n'y a eu absolument rien.

Voilà expliquée la raison pour laquelle les syndicats ne cessent de patauger misérablement, surtout depuis que la crise « découlant du capitalisme à réorganiser la production » sévit. Cette impuissance aurait dû stimuler tout particulièrement la puissance syndicale ; hélas ! ce n'est vraiment pas le cas.

Nous ne voudrions pas retourner aux fonctionnaires syndicaux l'accusation bête de « faire le jeu de la bourgeoisie » qu'ils nous ont si souvent lancée ; mais n'est-ce pas à cause du manque d'une action syndicale efficace que chrétiens-sociaux et fascistes peuvent prôner les miracles de leur corporation ? Et celle-ci n'a-t-elle pas été préparée par une intégration toujours plus étendue des syndicats dans l'Etat ?

Au surplus que penser de cette ridicule négation par l'Union syndicale suisse d'une lutte de classes dont Aristote parlait il y a déjà vingt-trois siècles ? Nous trouvons erronée la prétention d'expliquer toute l'histoire por la lutte de classes, mais vouloir l'en biffer sans autre est simplement absurde.

Les syndicats devraient plus que jamais songer et oeuvrer à la socialisation.

## Un peu de modestie...

...Ou mieux encore de sincérité. M. Boris Markus, délégué de l'U.R.S.S. au B.I.T. a osé tenir ce langage :

*Je continuerai pendant cette session de suivre les travaux du conseil et de les observer avec le plus vif intérêt et avec l'attention la plus soutenue. D'autre part, je me permets d'exprimer l'espoir que les conquêtes reconnues au sein de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans le domaine de la législation sociale, et le succès de l'application de cette législation dans mon pays, seront d'une grande utilité pour l'activité de l'Organisation internationale du Travail.*

De quelles conquêtes veut-il parler ce monsieur ? Personne n'ignore que si les conditions d'ouvriers et paysans laissent beaucoup à désirer en pays de démocratie bourgeoise, en pays de dictature bolcheviste, elles sont encore plus dures. Comme le fascisme, le bolchevisme a une législation sociale merveilleuse sur le papier, mais la réalité est, hélas ! bien différente. C'est pour beaucoup la sous-alimentation sinon la famine.

M. Markus pense peut-être que les travailleurs du monde entier ne rêvent que d'une « soumission absolue, avec discipline de fer », imposée par la dictature, auquel cas il se trompe lourdement.

# PETITS PAPIERS

## FUMIER

A Monsieur Piachaud.

*Il faudrait les piler dans un mortier et avec les détritus peindre les murs des latrines.*

Shakespeare.

(Traduction non garantie. — C. R.)

Monsieur,

Vous avez bien voulu avec votre talent de traducteur et par le truchement d'un des interprètes de *Coriolan*, nous décerner à nous autres du peuple, le titre de « fumier ».

Nous vous remercions pour cette élégante appellation, applaudie par de jolies péripatéticiennes qui, pour la plupart, ont résolu la troublante crise économique en s'habillant à crédit, mais en ne se déshabillant qu'au comptant. C'est tout bénéfice.

Egalement dans les applaudisseurs se trouvaient pas mal de ces jeunes gens bien mis, et qui descendant certainement de la cuisse de Jupiter. Ce sont les mêmes, monsieur Piachaud, qui l'autre soir, aux Eaux-Vives, à 11 heures, suivaient en file indienne de 30 à 40 mètres une dame qui rentrait tranquillement chez elle. Les cris les plus discordants avaient certainement pour but de lui rappeler que toutes les femmes sont des dames. Pou des gens bien élevés, n'est-ce pas peut-être à ces derniers, que le grand Shakespeare faisait allusion quand il disait qu'il faudrait les piler dans un mortier, etc., etc. Vous voyez, Monsieur, le fumier est partout.

Mais j'y pense, si ce peuple si débonnaire se fâchait tout à coup, et envoyait (pour se servir du langage truculent d'un Rabelais), une fourchetée de fumier dans la gueule de ceux qui le traitent de fumier, qu'en diriez-vous ?

Oh ! n'ayez pas si peur. Ils ne sont pas si méchants, du moins pas encore, hélas !

*C. Rouiller.*

## GENEVE AUX GENEVOIS

Il y a trop d'étrangers du dehors à Genève. Les partis d'ordre vont y mettre ordre.

Ceux qui ne sont pas des Genevois authentiques seront mis en état de pérégrinité. Egalement plusieurs centaines de naturalisés.

Genève débarrassée de tous ces indésirables comptera environ 350 habitants, mais des Genevois authentiques, des vrais de vrai. Le commerce sera florissant et la crise ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

Genève aux Genevois !

## MENDIANTS

Voleurs ou mendiants, pas d'autre alternative, n'étant plus salariés. Il ne reste plus que les secours minimes de chômage, ou voler, métier assez répugnant.

C'est tout, pas d'autre alternative ? Eh bien oui, il y en a une, une seule. Reprendre les richesses qui appartiennent à tous : champs, usines, faire revivre l'effort joyeux. Organiser la production et la consommation, le travail de tous pour le compte de tous.

Mais cela demande une maturité et une volonté tenace. A tous de réfléchir et de vouloir. C'est là l'unique solution à la crise.

## MACHURES

Ne généralisons jamais quand un camarade fribourgeois se trouve parmi nous, ne disons pas de suite : Celui-là, c'est un mâchuré !

J'ai causé à un bon pote fribourgeois, et j'ai été bien étonné.

Ils vont à la messe, mais les trois quarts du temps, causent plus de vaches que de messe. A la sortie, c'est fini ; les conversations roulent sur le métier, la campagne, le temps, etc. C'est plutôt un rendez-vous, une occasion de se rencontrer.

Pour les secours de chômage, c'est presque nul, ce qui les oblige à se débrouiller : braconnage, etc., et les gardes ne ramènent pas tant. Il y aurait, pour les écrivains, des romans locaux d'un grand intérêt. Ces gens sont plus libertaires que nous.

## LES TROIS COPAINS

Le camarade typo peut, s'il lui plaît, composer le titre : « Les trois coquins », ce ne sera pas une coquille de grande importance.

Ces trois copains nous les retrouvons toujours et à travers toutes les époques. Le plus gros, au milieu, celui qui a les yeux levés au ciel, c'est le prêtre, qui a la charge de bourrer les crânes, à droite, c'est le capitaliste, le filou, celui qui écume proprement le travail des autres, le spéculateur, le vautour ! A gauche, c'est celui qui, sabre au poing, la mitrailleuse à disposition, défend le coffre-fort du capitaliste.

Les trois copains sont toujours ensemble, toujours d'accord.

C. R.

**En général, chez les individus et chez les peuples, la politesse extrême est en raison inverse de la valeur morale. Notre politesse européenne, si grimacière si dépourvue de sincérité, nous vient en grande partie du Bas-Empire romain et elle est destinée à se simplifier beaucoup si, comme il faut l'espérer, nos caractères se relèvent jusqu'à la dignité, jusqu'à la franchise.** *Letournau.*

# Contre l'accession des bourgeoises au Tribunal de l'enfance

La dernière votation a donné entre autres résultats, une majorité considérable pour l'éligibilité des femmes au Tribunal pénal de l'enfance.

Le Grand Conseil a préconisé la formation de ce tribunal avec un juge, un membre médecin, un membre pédagogue homme ou femme ; cela ne fait guère l'affaire des bourgeoises qui n'ont parmi elles ni femme médecin, ni femme pédagogue ; aussi voyant qu'elles ne pourront pas passer par la porte, vont-elles essayer de passer par la fenêtre ? Le dimanche de la votation M. F. Martin a fait dans *La Suisse* un dernier effort pour influencer le public. Il prétend qu'il n'est besoin que d'un juge, lequel ferait appel à un médecin — s'il le juge nécessaire — et s'adresserait comme il l'entendrait aux organisations déjà existantes dans ce domaine ; mais il oublie de préciser qu'il s'agit des œuvres mômières, féministes bourgeoises.

Il ne faut pas connaître la mesquinerie de ces organisations, il ne faut pas connaître avec quelle difficulté, avec quelle rapacité les bourgeoises alignent les unes et les autres les sous indispensables pour ne pas fermer les portes de ces oeuvres; il ne faut pas connaître le manque de capacité des bourgeoises, pour prétendre qu'elles doivent présider au Tribunal pénal de l'enfance, sous prétexte qu'elles ont fait retirer de ci de là, des pauvres enfants des mains des parents indignes, ou fait des choses analogues. Elles l'ont fait pour alléger le poids de la honte qui pèse sur les épaules des leurs — les riches, les repus — par rapport aux misères profondes de la société, que ces misères soient apparentes ou dissimulées.

Ces pauvres adolescents sont coupables et inculpés, parce que leur situation lamentable est l'effet de la différence entre la vie des riches, laquelle déborde de superflu, de jouissances et de plaisirs, et la vie des pauvres, laquelle n'est faite que de misère, de privations, de souffrances.

Il ne faut pas prétendre nous imposer que les enfants miséreux et coupables soient jugés par les femmes de la caste responsable de leur misère, responsable des fautes qu'entraîne la misère. Ces malheureux ne doivent pas être à la merci de ces bourgeoises et bourgeois lesquels traitent le peuple de « vermine et de fumier » et s'obstinent à considérer cette populace, femmes et hommes, cette plèbe comme étant des rassemblements d'imbéciles, d'idiots, que l'on peut bafouer à loisir, jusque sur une scène de théâtre, comme à la représentation de « Coriolan ». Les bourgeoises ont reçu de l'instruction ; c'était inévitable ; mais cela ne leur a pas conféré les capacités nécessaires, à occuper un siège au Tribunal pénal de l'enfance. Elles n'ont aucune aptitude à la discussion, elles sont incapables d'approfondir une question sérieuse et d'y trouver une solution.

Lorsque les bourgeoises désirent une chose et qu'un obstacle se présente, empêchant leurs désirs d'être satisfaits, leur affolement ne connaît plus aucune limite ; en voici un exemple : quand elles ont voulu des places de jeux pour un point de leur programme politique, elles se sont aperçues un jour qu'elles n'avaient pas de terrain (il était bien temps), qu'à celà ne tienne, dirent-elles : « nous aurons des places de jeu coûte que coûte, quitte à démolir des immeubles pour en prendre le terrain », et ces fameux coups de pioches devaient abattre des habitations d'ouvriers !

Qu'on leur ouvre, toutes grandes les portes du Grand Conseil, les séances ne manqueront pas d'être abracadabrantes avec des femmes qui jonglent avec les habitations des autres, comme on jongle avec des pommes.

Mais de grâce, qu'elles ne franchissent jamais les portes du Tribunal pénal de l'enfance ; ce tribunal siège à huis-clos, nul ne connaîtrait le mal qu'elles y feraient.

Encore une fois, grâce pour ces pauvres adolescents.

*La mère d'un ouvrier.*

# Notes en marge

### Espions étrangers.

Nos libéraux et radicaux, en excellents rapports avec fascistes et frontistes et pleins d'indulgence pour eux, ont hypocritement voté une résolution réclamant que les autorités fédérales soumettent sans tarder à la ratification du peuple l'initiative pour la protection de l'armée et contre les agents provocateurs étrangers, qui a été signée par plus de 100.000 citoyens, ou qu'elles prennent immédiatement des mesures tendant à la répression des espions, agents et agitateurs de toute origine qui, abusant de notre hospitalité, travaillent sur notre territoire au service d'organisations ou d'Etats étrangers.

Bien entendu, ce que ces messieurs désirent est d'empêcher toute critique de l'armée, qui à part son rôle de chien de garde du capitalisme, est aussi une source d'appréciables bénéfices financiers pour eux.

Les espions ne seront guère plus inquiétés qu'auparavant, d'autant plus que le Conseil fédéral a déjà tous pouvoirs pour les expulser, s'il voulait vraiment s'en débarrasser.

Nous voulons signaler ici quelques lignes parues dans le numéro du 21 mars du journal *Il lavoro fascista*, relatant la déclaration faite par M. le sénateur Bevione à la Commission des finances du Sénat italien, au cours d'une discussion sur le projet de budget du Ministère de l'Intérieur :

*La police politique à l'étranger exerce une active surveillance sur les communautés antifascistes, communistes et anarchistes, afin d'éteindre les petits foyers que les cellules étrangères ou nationales cherchent d'allumer.*

Nous avons ici l'aveu formel et officiel de cet espionnage dont nos bourgeois paraissent se plaindre, mais ils se sont bien gardés de le relever. Leur initiative n'est donc qu'un trompe-l'oeil, et lorsque, comme dans l'affaire Fonjallaz, nos autorités sont dûment mises en garde contre des agents et agitateurs au service d'Etats étrangers, elles s'emploient à les sauver et à empêcher que toute la lumière se fasse.

Leur patriotisme aussi, qui a pu être sincère, ne l'est plus. Désormais, ils sont au service de Rome, de Berlin ou du Vatican.

### Comprenne qui pourra.

pays qui pourrait bien déclarer la guerre à la Russie. Ces pauvres bolchevistes ont contre eux les haines de tout le monde capitaliste, seulement voici ce que nous lisons :

*L'Allemagne vient de conclure avec la Russie un accord pour la fourniture de 200 millions de marks de marchandises. La représentation commerciale soviétique obtient en corrélation de la part d'un groupe bancaire, sous la conduite de la Deutsche Bank und Diskonto Gesellschaft, un crédit d'un même montant d'une moyenne de cinq ans à un taux d'intérêt de 2% supérieur au taux de l'escompte de la Reichsbank. Au moyen de ce crédit, les exportateurs allemands seront payés au comptant, alors que, selon les accords antérieurs, ils octroyaient eux-mêmes les crédits en bénéficiant de la garantie de l'Etat et de possibilités de réescompte des traites données par les Soviets.*

Nul doute que l'Allemagne est un pays ruiné et que par contre la Russie jouit d'une prospérité que tout le monde doit lui envier, du moins selon la presse communiste. Mais c'est quand même l'Etat ruiné qui fait une avance de 200 millions de marks, à l'Etat en pleine prospérité ! Comprenne qui pourra ! Notre crâne, étant réfractaire au bourrage, souffre d'une incompréhension totale.

# GENEVE

### Liberté de presse.

Nous avions raison de dire que le gouvernement socialiste genevois par son arrêté sur la presse de droite allait surtout frapper celle de gauche. Il vient de prendre un arrêté contre *La Calotte* que le précédent gouvernement bourgeois, sollicité pourtant de le faire, n'avait pas pris.

Tout d'abord dans le numéro du *Travail* du mercredi 10 avril ont paru ces lignes :

*Ce matin, le Conseil d'Etat a étendu l'arrêté qu'il a pris l'autre jour au sujet de* L'Homme de Droite *et* Réaction *à la feuille anticléricale française qui a comme titre* La Calotte.

*Nous rappelons qu'autrefois un de nos vendeurs faisait le service de ce journal et que l'examen des textes qu'il contenait nous avait obligés de prier notre vendeur de renoncer à vendre* La Calotte *en même temps que* Le Travail.

Que de complaisance pour Messieurs les cléricaux ! Puisque les bourgeois ne se hâtaient pas de défendre la vente de *La Calotte*, Nicole avait déjà cherché à l'entraver pour son compte. Ce n'est pas tout. Tandis que les journaux réactionnaires ont été simplement prévenus de ne pas se livrer à un antisémitisme échevelé et peuvent continuer à paraître et à se vendre publiquement, tout différent est l'arrêté pris contre *La Calotte;* Le voici :

*Sur la proposition du Département de justice et police, le Conseil d'Etat décide :*

*1. d'interdire la vente, la distribution et le colportage du journal* La Calotte, *sur la voie publique et dans les lieux publics.*

*2. d'interdire en outre l'exposition sur la voie publique ou dans tout lieu accessible au public du dit journal* La Calotte.

*3. Tout exemplaire qui serait vendu, distribué ou colporté sur la voie publique ou dans les lieux publics sera saisi et les contrevenants seront passibles des peines de police.*

Il y a donc pour le journal anticlérical une interdiction absolue nullement prononcée contre les journaux fascistes.

Sincèrement nous voudrions avoir à nous occuper le moins possible du gouvernement socialiste, le sachant en butte à de misérables attaques des partis bourgeois qui cherchent à se dépasser l'un et l'autre dans une course éperdue à la turpitude ; mais il nous est impossible de ne pas en signaler certaines énormités, surtout lorsqu'il s'agit de la liberté de la presse, à laquelle nous tenons par dessus tout.

Notre protestation n'a rien à voir avec celle de nos cléricaux fascistes, qui approuvent le Tribunal spécial italien d'infliger chaque année des siècles de prison pour la simple distribution de quelques feuilles antifascistes.

—o—

*Voici sur le même sujet, la protestation de la Société des Libres-Penseurs de Genève:*

Au Conseil d'Etat du Canton de Genève.

Monsieur le Président et Messieurs les membres du Conseil d'Etat,

Dans *Le Travail* du 11 avril, nous avons lu l'ahurissante nouvelle que le gouvernement socialiste avait décidé d'interdire la vente du journal anticlérical *La Calotte*.

Cette mesure n'a pas été sans provoquer, nous le savons, l'indignation de nombreux libres-penseurs en général et de la Société des Libres-Penseurs de Genève en particulier, qui estiment, se basant sur certaines dispositions des Constitutions fédérale et cantonale, avoir le droit de lire la prose qui leur plaît, tout comme les autres membres de la famille helvétique.

Au fait, qu'a-t-on à reprocher à la feuille interdite ? De dénoncer sans peur et sans relâche certaines fourberies et de proclamer des vérités qui n'ont pas l'heur de plaire à messieurs les radoteurs de la bible et du chapelet. Est-ce une raison suffisante ?

Cette mesure prise par un gouvernement à majorité socialiste et composée en partie de libres-penseurs, n'est-elle pas pour donner trop facilement raison à ceux qui assurent que la légalité est et restera sans issue ?

C'est parce que nous avons mis notre confiance dans le gouvernement d'aujourd'hui, que nous attendons de sa justice, de son équité l'abrogation pure et simple de l'arrêté antidémocratique pris contre *La Calotte*.

Dans cet espoir, nous vous prions d'agréer, etc.

*A. Genoud-Bezançon.*

### Barbusse et Litvinoff.

M. Henri Barbusse avait adressé à Mac Donald, siégeant à Stresa avec deux autres renégats du socialisme, un télégramme pour réclamer son intervention contre la guerre ouvertement préparée par l'Italie et visant la conquête de l'Abyssinie. Ce télégramme naturellement est resté sans réponse.

Barbusse pensa alors de se rendre à Genève pour intervenir directement auprès du Conseil de la Société des Nations. Mais à son arrivée, il se vit interdire par le Conseil fédéral son entrée en Suisse et sa participation à une assemblée privée où il aurait rendu compte de son mandat.

Agents et espions fascistes étrangers sont admis en Suisse et n'en sont pas expulsés, même après que leurs menées louches sont dévoilées. Ils peuvent au surplus braver aussi tel chef d'un Département cantonal de police, assez naïf pour les rappeler à l'ordre. Le gouvernement fédéral et son procureur ne croient pas devoir intervenir. Mais qu'un artiste, un conférencier, un littérateur, un pasteur aussi déplaisent à ces mêmes fascistes et nazistes et les interdictions et expulsions pleuvent. Le spectacle est on ne peut plus révoltant, et les bons citoyens ne paraissent pas prêts d'y mettre un terme, sans douter que c'est par de tels coups de force que le fascisme finit par s'installer.

Cela dit, nous ne saurions souscrire à la déclaration de Barbusse nous présentant la Russie comme l'ange de la paix, un ange qui se vante de ne se laisser battre par aucun autre dans la course aux armements. Les meilleures causes sont gâtées par cette manie de vouloir faire intervenir et donner en tout et partout en exemple l'URSS. Il est alors on ne peut plus facile à nos ennemis de répliquer qu'en fait d'armements et de suppression de libertés publiques ils ne ne font que l'imiter, ayant trouvé en elle de « magnifiques maîtres », selon l'expression de Mussolini. Et puis franchement, l'intervention précisément de Litvinoff n'aurait-elle pas été d'un poids et d'une portée autrement grands que celle de Barbusse ? Pourquoi ne s'est-elle donc pas produite ? Gardez-nous de nos amis ! c'est le cas de le répéter une fois de plus, car la présence de Barbusse est venue en somme souligner surtout l'absence de Litvinoff dans le différend italo-abyssin.

## LE JOURNAL EST EN VENTE

**A GENEVE**

Librairie Ouvrière, rue des Etuves, 17.
**32, Rue Rousseau.**
**11, Rue de Carouge.**

**A LAUSANNE :**

**Robert Taillens, journaux, rue de l'Ale, 25.**

**A LA CHAUX-DE-FONDS**

**A. Luthy, magasin de tabacs, rue du Versoix.**